



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer
Service Eau**

Affaire suivie par Valérie MICHEL
LET230153
Tél : VM 05.59.01.64.19
Mél : ddtm-gu-eau@pyrenees-atlantiques.gouv.fr

Pau, le 3 mars 2023

Monsieur,

Par courrier en date du 06/01/23, vous avez déposé un dossier de déclaration au titre de la législation sur l'eau concernant :

Enfouissement d'une conduite EU D200 sur Arbonne

dossier enregistré sous le numéro AIOT-0100012382.

pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 13/01/23, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. La zone humide à l'aval du franchissement envisagé ne devra pas être impactée par les travaux envisagés. Le projet d'« aménagement immobilier » évoqué mais non détaillé dans le présent dossier devra être analysé sur la base des rubriques de la nomenclature définie à l'article R. 214-1 du code de l'environnement pour déterminer s'il devra faire l'objet d'un dossier préalable au titre de la législation sur l'eau.

Le présent courrier ne vous dispense en aucun cas de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la (ou des) commune(s) de Arbonne pour affichage pendant une durée minimale d'un mois pour information. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet des services de l'État des Pyrénées-Atlantiques durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision, et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

DOKHELAR Bernard
Chemin de Mestelenea
64210 ARBONNE

1/2

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, ce délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Directeur départemental
des territoires et de la mer,
Le responsable de l'unité
police de l'eau Pays-Basque



Arnaud BIDART

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.

Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>)